



---

Conseil de sécurité

**Briefing UNMISS**

New York, le 7 novembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

---

Monsieur le Président,

Je remercie le Représentant spécial Haysom pour son exposé. Et je remercie tout particulièrement Madame Merekaje pour ses remarques instructives et ses recommandations claires sur l'inclusion des femmes et de la société civile dans cette phase critique pour l'avenir du Soudan du Sud. Je salue la présence des Représentants permanents du Soudan du Sud et du Kenya à la présente séance.

Nous prenons note de la décision consensuelle des parties de prolonger la période de transition de deux ans, et nous reconnaissons que l'organisation d'élections est un processus Sud-Soudanais. Cependant, compte tenu du manque de progrès persistant à cet égard, nous souhaitons faire écho aux mots du Président intérimaire de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, qui a dit la semaine dernière qu'il était « nécessaire de faire les choses différemment maintenant ». Le temps est compté et il n'y a pas de marge pour un retard.

J'insiste sur trois priorités qui restent centrales pour les deux prochaines années :

Premièrement, il est crucial de poursuivre les efforts visant à répondre aux besoins humanitaires et de protection. Ces besoins augmentent, ce qui est profondément préoccupant. Le pays est déjà fortement marqué par l'impact du conflit au Soudan et par une situation économique qui se détériore considérablement, on vient de l'entendre. Une partie significative de la population est gravement affectée par l'insécurité alimentaire, exacerbée par les effets négatifs du changement climatique. A cet égard, les systèmes d'évaluation des risques sensible au genre et d'alerte précoce sont essentiels, notamment pour les communautés exposées aux risques d'inondation. Tel que démontré par l'UNOSAT et l'Organisation Météorologique Mondiale lors de la visite des membres du Conseil à Genève en août, le potentiel de la science et des données pour soutenir les missions de paix telles que la MINUSS est immense.

Deuxièmement, il est essentiel de faire face à l'insécurité persistante dans le pays. Les violences et attaques généralisées contre les civils continuent, en particulier au niveau infranational, comme l'indique la division des droits humains de la MINUSS. C'est extrêmement préoccupant, notamment à la lumière des rapports faisant état de violences sexuelles et d'enlèvements. Toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire et les droits humains. Dans ce contexte, nous saluons le renouvellement du plan d'action conjoint pour les forces armées visant à lutter contre les violences sexuelles liées au conflit et appelons à sa mise en œuvre. Nous appelons également toutes les parties à renforcer la protection du personnel humanitaire, y compris du personnel national et recruté localement. Le Soudan du Sud reste l'un des pays les plus dangereux pour eux. Nous rappelons à cet effet les obligations du droit international humanitaire réitérées par la résolution 2730, dont la mise en œuvre sera abordée lors de la réunion du Conseil à la fin du mois.

Troisièmement, il est impératif d'obtenir des résultats rapides et tangibles sur les dispositions en suspens de l'Accord de paix. Cela nécessite une volonté politique, un dialogue constructif ainsi qu'un plan de travail réaliste, comprenant un calendrier et des indications sur la mobilisation des ressources. La communauté internationale doit être en mesure d'évaluer rapidement les progrès accomplis afin de déterminer son soutien, y compris sur le plan financier. De plus, afin de renforcer la confiance de la population Sud-Soudanaise dans son ensemble dans l'extension de la transition, nous soulignons une

fois de plus qu'un espace civique et politique libre et sûr ainsi que la participation des femmes et des jeunes, y inclus en tant qu'électrices, candidates et observatrices aux futures élections, sont essentiels. Toutes les formes de harcèlement et de menaces basées sur le genre doivent être arrêtées et poursuivies.

Monsieur le Président,

J'aimerais réitérer notre plein soutien à la MINUSS et à la taskforce trilatérale, dont le travail et soutien continu au Soudan du Sud sur ce chemin complexe restera essentiel et indispensable ces deux prochaines années. Nous réaffirmons également l'engagement ferme de la Suisse auprès du gouvernement et du peuple du Soudan du Sud pour parvenir à une paix durable.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mister President,

I would like to thank Special Representative Haysom for his presentation. And my special thanks to Ms. Merekaje for her insightful remarks and clear recommendations on the inclusion of women and the civil society in this critical phase for the future of South Sudan. I welcome the presence of the Permanent Representatives of South Sudan and Kenya in this meeting.

We take note of the consensual decision of the parties to extend the transition period by two years, and we recognize that the organization of elections is a South Sudanese process. However, given the persistent lack of progress in this regard, we wish to echo the words of the Interim Chair of RJMEC, who said last week that it was "necessary to do things differently now". The clock is ticking, and there is no time for a pause.

I would like to emphasize three priorities that remain central for the next two years:

First, it is imperative that efforts to address humanitarian and protection needs continue. These needs are increasing, which is deeply worrying. The country is already heavily impacted by the conflict in Sudan and by an economic situation that is deteriorating considerably, we have just heard it. A significant proportion of the population is seriously affected by food insecurity, exacerbated by the effects of climate change. In this respect, gender-sensitive risk assessment and early warning systems are essential, particularly for communities at risk of flooding. As demonstrated by UNOSAT and WMO during the Council members' visit to Geneva, the potential of science and data to support peacekeeping missions such as UNMISS is immense.

Second, it is essential to address the persistent insecurity across the country. Widespread violence and attacks against civilians continue, particularly at the sub-national level, as reported by the UNMISS Human Rights Division. This is extremely worrying, particularly in light of reports of sexual violence and abductions. All parties must respect international humanitarian law and human rights. In this context, we welcome the renewal of the joint action plan for the armed forces to combat conflict-related sexual violence, and call for its implementation. We also call on all parties to strengthen the protection of humanitarian personnel, including national and locally recruited staff. South Sudan remains one of the most dangerous countries for them. To this end, we recall the obligations under international humanitarian law reiterated by resolution 2730, the implementation of which will be discussed in the Council at the end of the month.

Third, it is imperative to achieve rapid and tangible results on the outstanding provisions of the Peace Agreement. This needs political will, constructive dialogue and a realistic work plan, with timelines and indications on resource mobilization. The international community needs to be able to recognize progress early on in order to make decisions about its continued support, including financial support. And in order to strengthen the trust of the South Sudanese population as a whole in the extension of the transition, we stress once again that a free and safe civic and political space and the participation of women and youth, including as voters, candidates and observers in future elections, are essential. All forms of gender-based harassment and threats must be halted and prosecuted.

Mister President,

I would like to reiterate our full support for UNMISS and the Trilateral Task Force, whose continued work and support for South Sudan on this complex path will remain essential and indispensable over the next

two years. We also reaffirm Switzerland's firm commitment to the government and the people of South Sudan in achieving lasting peace.

I thank you.